

Le 26/01/2015

Compte-rendu des CTL du 20/01/2015

Après l'épifailite du service public, l'épifailite du dialogue social.

Un nouveau film d'horaires : «Le Pire Contre Attaque»

Après avoir créé un lieu accueillant au sein de la galaxie DDFIP 54, la planète P3, le côté obscur de la farce menace de le faire disparaître. Il lance donc une première attaque avec pour but de réduire l'espace-temps de P3.

Le célèbre GANZWALKER, qui pourtant à l'origine devait protéger et renforcer P3, trahit son camp. Cet ancien Chevalier du Jeudi (le contraire de ce que je disais) rejoint alors l'ordre des Chevaliers du Mercredi et du Vendredi.

Trois des quatre alliés traditionnels de P3 se refusent à intervenir, prétextant que le traité d'alliance est faux, ça fait dater, hors de question de se jeter dans la bataille.

Les habitants de P3 se retrouvent ainsi solitaires et solidaires pour affronter leurs anciens créateurs qui, déchaînant leurs hordes sauvages, à grands coups de sabre Tagerfip (22), déclenchent l'attaque des Clowns.

Le scénario est de George L'Oukase, auteur de la célèbre réplique de Luke : «How to take care of your say yard ?»

Nous attendons tous avec impatience le prochain épisode de la trilogie: «La Revanche des Sites.»

CTL du matin : Chagrin pour les Uns, Action pour les Autres.

Flash-back : voici un extrait d'un compte-rendu de l'action du 11/01/2012 :

«Les organisations syndicales CFDT, Union Snui Sud trésor Solidaires, CGT et FO du 54, comme elles l'avaient annoncé dans le tract du 4 janvier, ont bien évidemment refusé de siéger, **car il était hors de question pour elles de cautionner cette mascarade de dialogue social.** Par contre, les représentants du personnel avaient convié les agents à venir exprimer leur colère devant leur directrice en envahissant ce CTL à l'Hôtel de Ludre.»

Toujours constant dans la défense des agents, les élus de Solidaires Finances Publiques ne cautionnent pas la politique de la chaise vide des 22 agents supprimés dans le département. Mieux vaut 6 chaises vides au CTL.

CTL de l'après-midi : il n'y a pas photo.

Ce CTL a débuté par la lecture des liminaires de la CGT et de Solidaires Finances Publiques.

Nous avons rappelé que notre absence du matin était liée au non respect de la convocation du CHSCT pour constater la détérioration de nos conditions de travail conformément à l'article 57 du décret. Nous ne siégerons pas tant que la Direction refusera la tenue d'un CHSCT sur les suppressions d'emploi en amont du CTL.

☞ Horaires d'ouverture à la Cité Administrative et à Pont à Mousson :

Ce changement horaire serait effectif au 1^{er} avril 2015 à quelques jours de la campagne IR....

Nous avons dénoncé les consultations peu démocratiques sur certains sites, notamment à Toul, Pont à mousson, Rue des Ponts. La fermeture à 15 h 30 ne serait pas digne d'un service public, et pourtant la Préfecture ferme tous les jours à 15 h 30. Comprend qui peut !

Face au diktat de la direction et à son refus de prendre en compte la **pétition signée par 170 agents** de la Cité administrative, nous avons voté contre ce projet avec la CGT, CFDT et FO refusant de voter.

Après une suspension de séance avec les autres organisations, nous avons décidé de quitter celle-ci. De toute évidence, la décision était prise avant toute consultation des agents et avant la tenue des CTL.

Les autres points à l'ordre du jour ont donc été examinés par les autres organisations.

Pour toute interrogation, nous contacter.

GRAND JEU DES 2 ERREURS

2 erreurs se sont glissées entre ces deux images. Saurez-vous les retrouver?

Article original Est Républicain

Article repris sur le site de Force Ouvrière

EST REPUBLICAIN 10/01/2015
Social L'intersyndicale départementale des Finances publiques refuse de « cautionner » la suppression programmée par la DDFIP de 22 emplois en Meurthe-et-Moselle

Impôts : les agents inquiets

« LA LOI DE FINANCES prévoit la suppression de 2000 emplois en France en 2015. C'est un choix politique que nous refusons catégoriquement de cautionner ».

Les représentants de l'intersyndicale départementale CGT-CFDT-Solidaires et FO, affichent leur unité, en dénonçant d'une seule voix ce qu'ils appellent un « processus de destruction des missions de service public ». Ensemble, ils ont décidé de boycotter le Comité technique local convoqué hier afin de décliner au plan départemental les suppressions de postes prévues pour la Direction générale des finances publiques (DGFIP). « En Meurthe-et-Moselle, 22 emplois seront supprimés le 1^{er} septembre 2015 », explique Franck Stucker, secrétaire départemental de la CGT-Finances publiques, « dont 8 emplois au sein des services de direction à Nancy 2 dans les services des impôts des particuliers, 2 dans les services des impôts des entreprises et 1 au Cadastre. Ces suppressions viendront d'ailleurs plus obérer les moyens des services concernés qu'elles ne cumulent avec les suppressions actées les années précédentes. Les effectifs départementaux, qui comptent plus de 1300 agents il y a peine une dizaine d'années, sont ainsi passés à 987



Les syndicats ont boycotté le Comité technique local prévu hier matin. Photo Mathieu CUGNOT

agents en 2014, et descendront à 965 en 2015, alors même que 40 emplois de catégorie C et B sont vacants ! Il est clair qu'en Meurthe-et-Moselle, comme sur le reste du territoire, les victimes de cette politique seront les usagers des services publics et les agents qui voient, de jour en jour, leurs conditions de travail se dégrader ». Céline Corre, secrétaire départementale CFDT, Patrick Duhem, secrétaire départemental Solidaires et Jean-Louis Szatmari, secrétaire départemental FO,

soulignent également qu'à partir du 1^{er} février 2015, les lieux d'accueil au public de Nancy verront leur amplitude horaire d'ouverture se réduire d'environ 15 %. « On passera de 30 à 25 heures par semaine, avec des fermetures programmées les mercredis et vendredis après-midi... Si les suppressions d'emplois et la baisse des moyens se poursuivent, il y aura des missions fiscales et financières régaliennes que nous ne pourrions plus assurer, avec à l'horizon 2017, la fermeture de

trésoreries de proximité tant en milieu rural que périurbain. Autant que nous sommes très inquiets ». Le Comité technique local prévu hier matin a été reporté au 20 janvier. Les représentants de Solidaires et de la CGT ont déjà prévu de ne pas y participer, quant à ceux de FO et de la CFDT, ils entendent voter contre les suppressions d'emplois. Contactée, la Direction départementale des finances publiques n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet. Jean-Christophe VINCENT

Social L'intersyndicale départementale des Finances publiques refuse de « cautionner » la suppression programmée par la DDFIP de 22 emplois en Meurthe-et-Moselle

Impôts : les agents inquiets

« LA LOI DE FINANCES prévoit la suppression de 2000 emplois en France en 2015. C'est un choix politique que nous refusons catégoriquement de cautionner ».

Les représentants de l'intersyndicale départementale CGT-CFDT-Solidaires et FO, affichent leur unité, en dénonçant d'une seule voix ce qu'ils appellent un « processus de destruction des missions de service public ». Ensemble, ils ont décidé de boycotter le Comité technique local convoqué hier afin de décliner au plan départemental les suppressions de postes prévues pour la Direction générale des finances publiques (DGFIP). « En Meurthe-et-Moselle, 22 emplois seront supprimés le 1^{er} septembre 2015 », explique Franck Stucker, secrétaire départemental de la CGT-Finances publiques, « dont 8 emplois au sein des services de direction à Nancy 2 dans les services des impôts des particuliers, 2 dans les services des impôts des entreprises et 1 au Cadastre. Ces suppressions viendront d'ailleurs plus obérer les moyens des services publics et les agents qui voient, de jour en jour, leurs conditions de travail se dégrader ». Céline Corre, secrétaire départementale CFDT, Patrick Duhem, secrétaire départemental Solidaires et Jean-Louis Szatmari, secrétaire départemental FO,



Les syndicats ont boycotté le Comité technique local prévu hier matin. Photo Mathieu CUGNOT

agents en 2014, et descendront à 965 en 2015, alors même que 40 emplois de catégorie C et B sont vacants ! Il est clair qu'en Meurthe-et-Moselle, comme sur le reste du territoire, les victimes de cette politique seront les usagers des services publics et les agents qui voient, de jour en jour, leurs conditions de travail se dégrader ». Céline Corre, secrétaire départementale CFDT, Patrick Duhem, secrétaire départemental Solidaires et Jean-Louis Szatmari, secrétaire départemental FO,

soulignent également qu'à partir du 1^{er} février 2015, les lieux d'accueil au public de Nancy verront leur amplitude horaire d'ouverture se réduire d'environ 15 %. « On passera de 30 à 25 heures par semaine, avec des fermetures programmées les mercredis et vendredis après-midi... Si les suppressions d'emplois et la baisse des moyens se poursuivent, il y aura des missions fiscales et financières régaliennes que nous ne pourrions plus assurer, avec à l'horizon 2017, la fermeture de

trésoreries de proximité tant en milieu rural que périurbain. Autant que nous sommes très inquiets ». Le Comité technique local prévu hier matin a été reporté au 20 janvier. Les représentants de Solidaires et de la CGT ont déjà prévu de ne pas y participer, quant à ceux de FO et de la CFDT, ils entendent voter contre les suppressions d'emplois. Contactée, la Direction départementale des finances publiques n'a pas souhaité s'exprimer sur le sujet. Jean-Christophe VINCENT

Avec un taux de participation de 86% aux élections professionnelles, chaque organisation syndicale a donc une représentation confirmée dans le département. Si certains considèrent qu'ils n'ont pas sollicité le suffrage de leurs collègues pour pratiquer la politique de la chaise vide, les suffrages exprimés, nous le croyons bien, ne vous ont pas élus pour pratiquer la censure et la « politique de la photo vide ».

N'oubliez pas, chers camarades de FO, qui vous a conseillé de rester dans le paysage syndical du 54 avant les élections de 2011. Auriez-vous la mémoire courte ?

FO le syndicat qui fait des faux et qui fait défaut.

Certes si nous avons parfois des différences de point de vue, cela ne nous empêche pas de mener des combats collectifs. Mais pour notre part, nous considérons que les positionnements de chacun doivent aussi respecter l'intérêt de tous les agents qui nous attendent unis au sein des mêmes combats.

Alors nous vous disons à bientôt, car nous savons que nous nous retrouverons bientôt côte à côte, unis au sein des mêmes combats, dans l'intérêt de tous les agents.

C'est à celui qui connaît l'Univers et non à ceux qui le défigurent que nous devons nos respects. Voltaire